

170, BOULEVARD DU MONTPARNASSE

75014 PARIS - FRANCE.

TÉL. 325-36-74

C. C. P. 1248-74 PARIS

 D 384 EL SALVADOR: REPRESSION MASSIVE CONTRE L'EGLISE

De février à fin mai 1977, quinze prêtres ont été expulsés du pays, deux assassinés, deux torturés et deux arrêtés; une dizaine d'autres se cachent, ainsi que l'évêque-auxiliaire de San Salvador, en raison des menaces répétées de la part d'organisations "musclées" des propriétaires terriens; la plus volubile de celles ci est FARO, Front des agriculteurs de la région orientale.

Le conflit fondamental qui oppose les petits paysans ou les paysans sans terre aux grands propriétaires a pris un tour extrêmement grave depuis octobre 1976. A cette date, en effet, la loi de réforme agraire votée en 1975 et mise en oeuvre le 1er juillet 1976 par un premier décret d'application, était modifiée sous la pression d'intérêts économiques puissants, c'est-à-dire neutralisée. En décembre suivant, un propriétaire terrien était tué par des paysans, et FARO en profitait pour déclencher une virulente campagne de presse contre l'Eglise, campagne qui continue depuis.

Avec les élections présidentielles de février 1977, qui ont donné la victoire au général Romero à la suite d'un scrutin radicalement contesté par l'opposition, la crise nationale s'aggravait (cf. DIAL D 370 et 375).

Une manifestation publique se soldait, le 28 février, par plusieurs centaines de morts. Le 12 mars, le P. Grande, jésuite et curé d'Aguilares, était assassiné en raison de son influence dans les milieux paysans. Le 19 avril, le ministre salvadorien des Affaires étrangères était enlevé, puis exécuté le 10 mai, par un commando intitulé "Forces populaires de libération". Entretemps, la fête du 1er mai faisait huit morts chez les étudiants. Suite à l'assassinat du ministre, un groupe intitulé "Union guerrière blanche" exécutait le P. Navarro, à titre de représailles. Le 19 mai, à Aguilares, une opération anti-subversive se soldait par sept morts. Le 20 mai, trois nouveaux jésuites étrangers étaient expulsés du pays pour "collaboration avec la subversion".

Nous donnons ci-dessous plusieurs éléments du dossier de la répression gouvernementale contre l'Eglise catholique.

(Note DIAL)

 1- LA MEDIATION DE L'ARCHEVEQUE DANS L'ENLEVEMENT DU MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES (30 avril 1977)

Archevêché de San Salvador
 Secrétariat à l'information
 Bulletin de presse n° 12

A PROPOS DE LA DEMANDE DE LA FAMILLE BORGONOVO POUR SOLLICITER LA MEDIATION DE MGR L'ARCHEVEQUE

Le Secrétariat à l'information de l'Archevêché de San Salvador s'adresse ici directement aux membres des Forces populaires de libération (F.P.L.) pour leur déclarer ce qui suit:

- 1) Ce matin, la famille de M. Alfredo Borgonovo Pohl a demandé une nouvelle

fois et de façon urgente la médiation de Mgr l'Archevêque de San Salvador ou de toute autre personne qui serait désignée par les Forces populaires de libération, dans l'affaire de l'enlèvement. La médiation demandée a pour but d'établir un contact direct avec des représentants des Forces populaires de libération afin d'ouvrir très rapidement un dialogue permettant - moyennant une négociation acceptable par les deux parties - d'aboutir à la libération du ministre salvadorien des Affaires étrangères;

2) Très préoccupé par "l'impasse" actuelle dans cette affaire, Mgr l'Archevêque accepte volontiers la demande de la famille Borgonovo dans le sens d'un suprême effort pour sauver la vie du ministre Borgonovo Pohl;

3) Tant la famille Borgonovo que l'archevêque de San Salvador, Mgr Oscar A. Romero, nourrissent l'espoir d'arriver à un accord avec les F.P.L. et de sauver ainsi la vie de M. Mauricio Alfredo Borgonovo Pohl, ce qui réglerait le grave problème de la tension dans laquelle vit la population salvadorienne.

San Salvador, le 30 avril 1977

2- EDITORIAL D'"ORIENTACION", HEBDOMADAIRE OFFICIEL DU DIOCESE DE SAN SALVADOR APRES L'ASSASSINAT DU P. ALFONSO NAVARRO (n° du 15 mai 1977)

LE P. ALFONSO NAVARRO A ETE ASSASSINE.
UN "J'ACCUSE" ET UN "JE PARDONNE"

Dans l'après-midi du mercredi 11 mai a été assassiné le P. Alfonso Navarro Oviedo, prêtre diocésain, curé de la paroisse de la Résurrection, dans le quartier Colonia Mirante de San Salvador. Un garçon âgé de 14 ans qui l'accompagnait a été également et sauvagement assassiné. Le 12 mai, il y avait deux mois que le P. Rutilio Grande avait été assassiné en compagnie d'un vieux paysan et d'un jeune garçon.

Nous sommes de très nombreux salvadoriens à avoir parfaitement conscience que nous vivons une époque de terreur. Jamais auparavant il n'y avait eu autant de violence ni autant de criminels sans visage. La malveillance actuelle revêt le signe de l'anonymat. Jamais auparavant on n'avait parlé de démocratie avec autant de fougue et on n'avait ^{dit} autant de belles choses sur l'homme et la liberté. Peut-être est-ce parce qu'alors on faisait moins de discours ou parce que les hommes étaient moins enclins à mentir. Il est sûr que l'Eglise d'El Salvador passe par le moment le plus dramatique et le plus douloureux de son histoire. Deux prêtres assassinés; plusieurs torturés; quinze expulsés, d'autres enlevés ou emprisonnés et de très nombreux autres menacés. Par ailleurs des organisations bidons et puissantes, qui confessent publiquement leur foi catholique à travers des campagnes publicitaires très coûteuses, diffament, calomnient, accusent l'Eglise de crimes sans nombre (comme Néron rejetait la faute de l'incendie de Rome sur les chrétiens) et profèrent contre elle des menaces.

Fait curieux. Tandis que les ennemis de l'Eglise l'accusent d'être ambitieuse et assoiffée de pouvoir politique, celle-ci a volontairement et consciemment renoncé aux privilèges et aux appuis que lui apportaient ses très puissants amis d'autrefois. Alors qu'elle aurait pu continuer à s'asseoir autour de la table du banquet en compagnie des puissants, en leur parlant plus de Dieu que des hommes, elle a refusé l'invitation et elle est sortie pour dénoncer de sa voix prophétique la faim, la tristesse, la souffrance et la profonde angoisse de ceux qui ne peuvent parler, de ceux qui sont blessés, de ceux qui n'ont aucun droit, de ceux qui se trouvent à la rue.

Une fois encore l'action de l'Eglise est incomprise des hommes sans foi. En rappelant St Paul qui parlait aux hommes de son temps, juifs et païens, nous devons répéter que l'action prophétique de l'Eglise, de même que le Mystère pascal du Christ (mort et résurrection), est scandale pour les uns et folie pour les autres. Les uns ne lui pardonnent pas de s'intéresser aux pauvres et à la défense des droits de l'homme; ils en sont scandalisés et l'accusent de s'écarter de sa mission, de ne pas parler de Dieu aux hommes. Les autres la ridiculisent parce qu'elle estime qu'il n'y a qu'une seule voie pour libérer l'homme et que la paix ne peut être obtenue qu'au prix de la justice évangélique et de l'amour. Aussi n'est-ce un motif d'étonnement pour aucun chrétien que l'Eglise soit persécutée tant par les pouvoirs économiques "chrétiens" et les gouvernements totalitaires catholiques que par les gouvernements communistes. Pour les uns, elle est subversive; pour les autres, elle est aliénante.

La personne qui a emmené au centre de soins le P. Navarro mortellement blessé a déclaré que celui-ci lui avait dit en cours de route, quelques minutes avant de mourir: "Je sais que je vais mourir parce que j'ai prêché l'Evangile et parce que j'ai enseigné la vérité. Je sais qui sont les responsables de ma mort. Je veux qu'ils sachent que je leur padronne."

L'Eglise d'El Salvador partage la même conviction et les mêmes sentiments.

3- COMMUNIQUE DU MINISTERE DE L'INTERIEUR SUR L'ARRESTATION DE TROIS PRETRES D'AGUILARES (19 mai 1977)

Le Ministère de l'intérieur porte à la connaissance de la population salvadorienne les faits suivants:

1) Les prêtres jésuites Andrés Salvador Carranza Oña, José Luis Ortega, tous deux de nationalité espagnole, et Marcelino Pérez Hernández, de nationalité panaméenne, ont été mis à la disposition du Ministère de l'intérieur, sur détermination du Ministère de la défense et de la sûreté publique, en raison de leur implication dans les activités subversives qui se sont répandues depuis quelque temps dans la région d'Aguilares, dans le département de San Salvador, et qui ont culminé ce matin dans un affrontement armé se soldant par un militaire tué, un autre blessé, six civils tués et trois femmes arrêtées.

2) Suite aux enquêtes menées par les agents de la Sûreté de l'Etat, les prêtres susnommés ont eu des activités subversives depuis plusieurs années, ce qui s'est traduit par l'altération de la paix sociale et la perturbation de l'ordre public.

3) Les prêtres Carranza Oña, Ortega et Pérez Hernández se livraient à leurs activités subversives à travers, principalement, les organisations illégales de l'Union des travailleurs agricoles (UTC) et de la Fédération des paysans chrétiens salvadoriens (FECCAS), en violation caractérisée des lois de la République et en attitude de défi aux autorités du pays.

4) Les prêtres susmentionnés ont transgressé les articles 18 et 21 de la Constitution.

5) Pour ces motifs et en accomplissement des articles 32, 43 et 49 de la loi des étrangers qui traite des mesures qui leur sont applicables, principalement en ce qui concerne les crimes contre la sûreté de l'Etat ou les activités pro-

voquant des dissensions au sein de la population civile du pays, le Ministère de l'intérieur, en accomplissement des dispositions légales en vigueur:

- 1- Décide d'expulser du pays les prêtres jésuites Andrés Salvador Carranza Oña, José Luis Ortega, de nationalité espagnole, et Marcelino Pérez Hernández, de nationalité panaméenne;
- 2- Rappelle que, dans tout cas semblable, il agira toujours conformément à la loi afin de garantir la sécurité et de préserver la paix de la République.

San Salvador, le 19 mai 1977

4- DECLARATION DE L'ARCHEVECHE DE SAN SALVADOR APRES L'EXPULSION DES TROIS
PRETRES D'AGUILARES (20 mai 1977)

Archevêché de San Salvador
Secrétariat à l'information
Bulletin de presse n° 16

L'Archevêché de San Salvador, par l'intermédiaire de son Secrétariat à l'information, porte à la connaissance de la population salvadorienne ce qui suit:

1) Dans la matinée du 19 mai 1977 ont été arrêtés les PP. Salvador Carranza, pro-curé d'Aguilares et d'El Paisnal, José Luis Ortega, curé de Guazapa, et Marcelino Pérez, vicaire de la paroisse d'Aguilares; les trois prêtres sont jésuites. Ils ont été arrêtés à l'aube, à l'occasion d'une opération militaire dans la ville d'Aguilares. Quelques heures après leur arrestation, le gouvernement a fait savoir qu'ils avaient été expulsés du pays.

2) Mgr l'Archevêque a, le même jour, vers 16 h, rencontré le Ministre de l'intérieur. Au cours de cette rencontre, il s'est vu simplement notifier la décision d'expulsion des trois prêtres. Vers 17 h, Mgr l'Archevêque a participé à une réunion au Palais présidentiel, à laquelle étaient présents d'autres évêques: Mgr Aparicio, Mgr Barrera et Mgr Alvarez. La réunion était déjà commencée au moment où arrivait Mgr l'Archevêque. Côté gouvernement étaient présents: le président Molina et le président nouvellement élu, le général Romero. Entre autres choses, Mgr l'Archevêque rappela les promesses faites par le président de consulter l'évêque concerné avant de procéder à une expulsion. Cette promesse n'a pas été tenue.

3) Devant ce nouveau fait accompli de violence et de persécution de l'Eglise, l'archevêque de San Salvador, conjointement avec l'évêque auxiliaire et le clergé du diocèse, protestent vivement contre cette nouvelle atteinte à la liberté légitime de l'Eglise.

4) L'expérience acquise lors de cas antérieurs de prêtres expulsés ou empêchés de rentrer dans le pays nous enseigne que de telles expulsions, injustes, s'accompagnent toujours d'accusations adroites, mais tendancieuses et fausses, contre les prêtres victimes de ces mesures arbitraires.

5) Pour les nombreuses expulsions de prêtres qui ont déjà eu lieu, aucune preuve ne nous a été donnée du caractère prétendument subversif des activités de ces prêtres, et ce malgré notre insistance.

6) Nous rejetons donc, comme malhonnêtes et fausses, les manipulations habituelles de la vérité dans ce genre d'accusations calomnieuses, lesquelles

font partie de la campagne de diffamation lancée contre l'Eglise et dénoncée récemment par tous les évêques d'El Salvador (1).

7) Nous déclarons considérer ces faits comme la preuve évidente que le gouvernement de la République mène une opération dont le but est de retirer au peuple salvadorien catholique la présence de prêtres engagés au service de ce même peuple. Au nom de la lutte contre le communisme athée, on justifie la persécution contre l'Eglise, même s'il se trouve des personnes pour déclarer que cette persécution n'existe pas (2). Devant les faits et en raison des menaces qui pèsent sur certains prêtres, il est évident, pour nous et pour l'immense majorité du peuple catholique du pays, que cette persécution existe.

8) En ce qui concerne le double assassinat des PP. Rutilio Grande et Alfonso Navarro, Mgr l'Archevêque de San Salvador a reçu les condoléances du président de la République. Ces condoléances ne concordent guère avec l'attaque déclenchée par l'Armée et les corps de sécurité, sous l'autorité du gouvernement, contre les prêtres qui ont davantage collaboré avec le P. Rutilio Grande. Par ailleurs, malgré les promesses d'enquête sévère, les assassinats de ces deux prêtres demeurent impunis et nous craignons qu'ils le restent indéfiniment.

9) En dénonçant ces nouveaux gestes de persécution contre l'Eglise, nous nous élevons également contre les actions militaires menées à Aguilares, à El Paisnal et dans les environs contre les habitants de la ville et contre les paysans opprimés par l'inégalité criante dans la question de la propriété de la terre dans notre pays. Nous exprimons notre inquiétude devant le climat de terreur et d'insécurité pour les personnes, dans lequel sont plongés les salvadoriens dont le crime consiste à être désespérés par le manque de terre et de travail. Le sort de ces compatriotes, pauvres parmi les plus pauvres, nous préoccupe autant que l'injustice subie par les prêtres en question. En vertu de la sécurité nationale, de la sécurité de la propriété, on foule aux pieds le droit fondamental de tout un peuple à vivre dans la dignité et la justice.

San Salvador, le 20 mai 1977

P.S.: Au moment où la rédaction de ce communiqué touchait à sa fin, l'archevêque de San Salvador a été convoqué au Palais présidentiel pour s'entendre communiquer que le P. Victor Guevara se trouvait emprisonné à la Garde nationale et qu'il pouvait aller le chercher. L'archevêque s'est rendu au quartier général de la Garde nationale, où le P. Guevara lui a été remis; celui-ci portait des traces évidentes de coups. Le Dr Simón Basagoitia l'a examiné le soir même et a déclaré qu'il n'y avait aucune fracture ou lésion d'organe; il a cependant prescrit une radiographie du thorax.

Nous faisons également savoir que ce matin, le P. Vidas, aumônier militaire de la Garde nationale, a reçu de Mgr l'archevêque le soin d'aller retirer le Saint-Sacrement de l'église d'Aguilares. A son arrivée à l'église, il s'est non seulement vu interdire de prendre le Saint-Sacrement, mais il a été arrêté avant d'être emmené en garde à vue au quartier général de la Garde nationale dont il est l'aumônier. Il était remis en liberté une heure plus tard.

Ce communiqué devra être lu à toutes les messes du dimanche suivant sa réception.

(1) Cf. DIAL D 370 (N.d.T.).

(2) Allusion aux déclarations du président de la République en ce sens (N.d.T.).

5- APPELS LANCES PAR LES CHRETIENS D'EL SALVADOR (20 mai 1977)

- SOS. Nous vous demandons, pour l'amour de l'Evangile, de faire savoir par tous les moyens possibles ce qui se passe dans notre petit pays d'Amérique centrale.

Dernière heure: l'église d'Aguilares a été profanée par l'Armée. Elle a été transformée en caserne et en prison, le tabernacle a été criblé de balles, les hosties consacrées ont été foulées aux pieds par les soldats, les bibles et les missels ont été brûlés; le sacristain a été jeté du haut du clocher à la mitrailleuse: il est tombé mort sur la place.

Aidez notre église persécutée. Faites connaître les événements. Amicalement.
Le 20 mai 1977

- SOS. Un certain nombre de prêtres, de religieux et de catéchistes, ainsi que l'évêque auxiliaire de San Salvador, Mgr Rivera, sont pourchassés comme des bêtes à l'heure de l'affût. Nous dormons en dehors de chez nous. Mgr Rivera se cache après avoir reçu des menaces de mort explicites. Dans les quartiers résidentiels de la capitale, des tracts sont répandus à profusion qui déclarent textuellement: "Construis la patrie, tue un curé!"

Nous lançons un appel à l'aide à l'opinion internationale, aux organisations d'Eglise, aux journaux, aux revues, à tous ceux qui sont susceptibles d'inciter à la modération dans la vague de désordres et de crimes qui déferle sur nous. Merci.

Le 21 mai 1977

6- DECLARATION DES PROPRIETAIRES TERRIENS DU FRONT DES AGRICULTEURS DE LA REGION ORIENTALE (FARO) CONTRE LES JESUITES (25 mai 1977)

EST-CE SI SÛR QU'ON PERSECUTE L'EGLISE CATHOLIQUE ?

Parce que le gouvernement a expulsé du pays des curés étrangers, des jésuites surtout, l'archevêque et le clergé ont lancé les hauts cris. En criant au scandale, dans les lamentations et avec hargne, ils ont essayé de faire croire à la population, aux catholiques qui leur font aveuglément confiance et qui sont mal informés, que l'Eglise est persécutée dans notre pays. Voilà bien une fumisterie de taille, un mensonge colossal.

La population doit savoir la vérité. La voici: la Compagnie de Jésus, dont les membres s'appellent "jésuites", a été fondée en 1534 par Ignace de Loyola, et en 1540 le pape Paul III a approuvé l'Ordre et ratifié ses Constitutions. L'Ordre a toujours bien choisi ses membres pour leurs talents et leur fanatisme. Peu à peu les jésuites ont accumulé richesse et pouvoir; peu à peu ils sont devenus les conseillers des rois et des hommes de gouvernement; au fil des ans ils sont devenus un véritable pouvoir dans l'ombre des trônes. En réalité c'étaient les jésuites qui gouvernaient.

Un jour, on en arriva à comprendre le rôle néfaste joué par cet Ordre. En 1759, les jésuites ont été expulsés du Portugal. En 1767, ils ont été expulsés d'Espagne et de ses colonies. Et en 1773, par le Bref "Dominus ac Redemptor", le pape Clément XIV a supprimé, fermé ou éteint la Compagnie de Jésus. Comme les jésuites ont continué clandestinement avec leur organisation, ils ont réussi en 1814 à faire que l'Ordre soit de nouveau autorisé par Rome.

Chez nous, les jésuites ont été expulsés une deuxième fois en 1871 par le maréchal González. Le président Carlos Melendez, qui a gouverné de 1915 à 1918, les a autorisés à revenir.

Tout cela est exact, vrai, rigoureusement historique.

Alors, la population doit savoir que ce n'est pas parce que les jésuites ont été expulsés et que l'Ordre a été supprimé, fermé ou éteint, qu'il a été question d'une persécution de l'Eglise. Il n'est jamais passé par la tête de quiconque que le pape Clément XIV, quand il a supprimé l'Ordre, était en train de persécuter l'Eglise. En conséquence, quand le gouvernement de notre pays, en application de la Constitution et des lois, expulse les curés et les jésuites étrangers qui violent ces lois, il ne persécute pas l'Eglise.

Affirmer le contraire, comme le font l'archevêque et le clergé, c'est mentir ouvertement et effrontément. L'archevêque et le clergé doivent toujours dire la vérité aux gens et ne jamais les tromper, car cela est indigne d'eux et constitue une injustice, un péché très grave.

Le Conseil coordinateur national de FARO

7- LISTE PROVISOIRE DE L'EGLISE PERSECUTEE AU SALVADOR (Février-mai 1977)

<u>Situation</u>	<u>Nom</u>	<u>Nationalité</u>	<u>Travail à</u>	<u>Auteur</u>
Expulsé	P. Benigno Fernández	espagnole	Aguilares	gouvernement
Expulsé	P. Lorenzo McCulloch	nord-améric.	Opico	gouvernement
Expulsé	P. Pedro Declercq	belge	Zacamil	gouvernement
Expulsé	P. Juan Deplancke	belge	Mesón Serpas	gouvernement
Expulsé	P. Juan Ramón Vega	nicaraguayen.	Secrét. soc.	gouvernement
Expulsé	P. Luis de Sebastián	nat. salvador.	U.C.A.	gouvernement
Expulsé	P. Ignacio Ellacuría	nat. salvador.		gouvernement
Expulsé	P. Mario Bernal L.	colombienne	Apopa	gouvernement
Expulsé	P. Guillermo Denaux	belge	S. Antonio Abad	gouv.
Expulsé	P. Bernardo Survil	nord-améric.	Bo Lourdes	gouvernement
Expulsé	P. Juan Murphy	nord-améric.	Ayutuxtepeque	gouv.
Expulsé	P. Salvador Carranza	espagnole	Aguilares	gouvernement
Expulsé	P. Marcelino Pérez	panaméenne	Aguilares	gouvernement
Expulsé	P. José Luis Ortega	espagnole	Guazapa	gouvernement
Expulsé	P. Jorge Sarsanedas	panaméenne	Nejapa	gouvernement
Assassiné	Manuel Barahona	salvadorienne	Tecoluca	???
Assassiné	Manuel Solórzano	salvadorienne	Aguilares	???
Assassiné	Nelson Rutilio Lemus (15 a.)	salvadorienne	Aguilares	???
Assassiné	P. Rutilio Grande	salvadorienne	Aguilares	???
Assassiné	P. Alfonso Navarro Oviedo	salvadorienne	Miramonte	???
Assassiné	Luis Torres (14 ans)	salvadorienne	Miramonte	???
Torturé	P. Rafaél Barahona	salvadorienne	Tecoluca	gouvernement
Torturé	Felipe Salinas (catéchiste)	salvadorienne	Comasagua	paramilitaires
Frappé	P. Victor Guevara Siguenza	salvadorienne	Los Ranchos	gouvernement
Arrêté	P. Vides	salvadorienne	Aum. milit.	gouvernement
Arrêté	P. Gonzalo López	salvadorienne	Arcatao	gouvernement
Calomnié	P. Inocencio Alas	salvadorienne	Suchitoto	oligarchie
Calomnié	P. Higinio Alas	salvadorienne	Suchitoto	oligarchie
Cachés	Une dizaine de prêtres	diverses		oligarchie

(Traduction DIAL)

Abonnement: France 150F - Etranger 175F (avion: tarif spécial)

Directeur de la publication: Charles ANTOINE

Imprimerie: DIAL, 170 bd du Montparnasse, 75014 Paris

D 384-7/7

Commission paritaire de presse: n° 56249